

**ALI BENFLIS AU SOIR D'ALGÉRIE :**

# «Parier sur l'effondrement du système est insensé»

*Dans l'entretien qui suit, le président du parti des Avant-gardes des libertés revient sur sa décision de non-participation aux prochaines élections législatives qui, estime-t-il, et contrairement à ce que pensent certains au sein du régime politique en place, ne signifie nullement que la revendication du changement et du renouveau est morte de sa belle mort, car «c'est le sauvetage politique économique et social du pays qui constitue l'enjeu de cette revendication portée par de larges pans de l'opposition» qu'il appelle à continuer à en faire «le ciment de son action collective dont notre pays a toujours besoin». Ceci même si Ali Benflis se dit convaincu qu'une «non-participation généralisée de l'opposition aux élections aurait été pour le pouvoir un véritable cauchemar». Une non-participation loin d'être motivée par un quelconque pari sur un éventuel effondrement du système, qui serait, explique-t-il, «un pari insensé», lui pour qui «dans la situation de fragilité et de vulnérabilité extrêmes dans laquelle se trouvent l'Etat et ses institutions, un tel effondrement entraînerait avec lui le pays tout entier».*

Entretien réalisé par Mohamed Kebci

**Le Soir d'Algérie :** Certains n'hésitent pas à qualifier votre décision de ne pas prendre part aux prochaines élections législatives d'arrêt de mort pour votre parti...

**Ali Benflis :** J'ai eu connaissance de ce pronostic qui, comme tout pronostic, vaut ce qu'il vaut. Le temps finira par dire si notre décision procédait d'un bon ou d'un mauvais choix. Laissons donc le soin au temps de trancher.

Mais je tiens, néanmoins, à dire que ceux qui se sont adonnés à un tel pronostic ne connaissent pas notre parti et qu'ils ont à son propos une grille de lecture déformante ou déformée.

Depuis que l'idée a germé, notre parti s'est clairement et nettement positionné comme un parti d'opposition. Il n'a ni caché ni flouté son identité ou sa ligne politique. En conséquence, toutes celles et tous ceux qui se sont rassemblés en son sein savaient cela tout comme ils savaient que l'entreprise dans laquelle ils s'engageaient n'allait être ni une sinécure ni une promenade de santé. Je suis donc tout à fait à l'aise pour prendre, quant à moi, le pari sur leur force de conviction et sur leurs capacités de résistance.

J'ajoute à cela que la décision de non-participation à la prochaine échéance législative n'a pas été une décision de cénacle ou d'appareil. Elle est venue de la profondeur de notre parti qui s'est exprimé à l'occasion de la large consultation de ses structures locales. Je vous prie de croire que c'est une véritable vague qui est montée de la base pour faire le choix de la non-participation. Et, au bout du compte, le comité central n'a fait que prendre acte de ce choix. Alors pronostic pour pronostic, le mien est que ce choix est un signe de vie pour notre parti, et, j'en suis certain, l'avenir le confirmera.

**Entre autres arguments que vous avez avancés pour expliquer la non-participation de votre parti aux prochaines élections législatives, votre certitude que la fraude y sévira encore. Mais vous avez bien pris part à deux élections présidentielles dans les mêmes conditions organisationnelles...**

Effectivement, j'ai participé à deux élections présidentielles sur la base de

deux décisions strictement personnelles. Pour ce qui concerne la prochaine échéance législative, il s'agit de la position et de la décision d'un parti.

Je vais vous livrer un secret des délibérations du bureau politique. Cette instance de notre parti a décidé, à sa réunion du 5 novembre dernier, du principe de la large consultation des structures locales du parti au sujet des législatives. J'ai moi-même proposé le principe de ces consultations. J'ai mis l'accent sur le fait qu'elles devaient servir de test au fonctionnement démocratique du parti. A l'occasion du débat, une tendance a suggéré que le bureau politique lui-même propose directement au comité central la position sur laquelle il aura à se prononcer. Une discussion de fond s'est engagée et il en a résulté que la base du parti serait consultée, que le bureau politique ne prenne pas position et que le comité central serait totalement libre de sa décision. A l'issue de cette discussion, j'ai solennellement déclaré que la décision du comité central, quelle qu'elle soit, sera la ligne que le parti suivra.

**Ne pensez-vous pas qu'il y avait peut-être une position autre que la non-participation comme l'ont adoptée la presque-totalité des partis parmi même vos partenaires au sein de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition ?**

La position autre que la non-participation, c'est la participation. Il n'y a pas une autre position possible entre les deux. Et dès lors que la base du parti et le comité central ont convergé vers une même position, c'est la décision de non-participation qui a prévalu. Nous nous honorons de cette décision car elle est un test de la bonne santé démocratique de notre parti. D'autres partis ont fait un choix contraire. Nous respectons leur choix et nous leur souhaitons bonne chance.

**Quel sera, justement, l'avenir de cette entité de l'opposition maintenant que les uns et les autres ont adopté des positions diamétralement opposées ?**

Les participants comme les non-participants à la prochaine échéance légis-



Photo : Samir Sid

lative établissent tous trois constats qui sont essentiels à mes yeux. Tous conviennent que les élections législatives à venir seront d'un impact absolument nul sur le traitement des sérieux problèmes politiques, économiques et sociaux auxquels notre pays est confronté.

Tous conviennent, aussi, que ces élections sont toujours lourdement menacées par un autre détournement de la volonté et du jugement du peuple souverain. Tous conviennent, enfin, que la transition démocratique demeure la seule issue à l'impasse politique qui s'aggrave, à la crise économique qui gagne en complexité et en ampleur et à la montée des tensions sociales que rien ne semble pouvoir réfréner.

De quelque côté que vous analysiez la situation actuelle et ses développements potentiels, la seule conclusion à laquelle vous parviendrez fatalement est la suivante : les élections législatives pourront se tenir mais l'impasse politique, la crise économique et les tensions sociales leur survivront.

En conséquence, rien dans la problématique secondaire et dérisoire de la participation ou de la non-participation à ces élections ne rend obsolète ou caduque l'impérieuse action collective de l'opposition nationale.

Si certains au sein du régime politique en place pensent qu'avec ces élections la revendication du changement et du renouveau est morte de sa belle mort, ils se trompent lourdement. C'est le sauvetage politique, économique et social du pays qui constitue l'enjeu de cette revendication.

Et cet enjeu-là, il est du devoir de l'opposition nationale de continuer à en faire le ciment de son action collective dont notre pays a toujours besoin. Et ce devoir-là est celui des participants comme des non-participants aux législatives à venir.

**Ne pensez-vous pas être tombés dans le piège du boycott que le pouvoir aurait tendu pour les partis de l'opposition comme ceux-ci le professent ?**

Et que faites-vous de la devanture du régime politique en place et de l'image d'un pouvoir démocratique s'exerçant dans un Etat de droit qu'il s'échine à projeter de lui-même au dedans comme au dehors ?

Croyez-moi, rien ne lui tient plus à cœur que cette image-là. Une non-participation généralisée de l'opposition aux élections aurait été pour lui un véritable cauchemar. En conséquence, il n'avait pas pour souci de la piéger par le boycott mais de dissiper ses réticences par des promesses comme il en fait à chaque échéance électorale avec le résultat que l'on sait. N'avez-vous pas remarqué que le régime politique en place ne félicite l'opposition qu'à deux seules occasions ? Lorsqu'elle participe aux élections et lorsqu'elle se joint à lui pour dénoncer la malveillance étrangère. Croyez-moi, en cette affaire, le calcul du pouvoir en place était tout autre ; il entendait faire d'une pierre deux coups : attirer l'opposition vers la participation et prier pour que cela la divise et entraîne sa dislocation. L'opposition nationale, participante et non-participante, a été consciente de ce calcul dès le départ ; et c'est pour cela qu'elle ne se laissera pas entraîner vers le véritable piège, celui de la division.

**Comment, selon vous, le pouvoir en place prendra-t-il la décision de non-participation de votre parti et comment va-t-il réagir ?**

Il n'a pas tardé à réagir et il a déjà agi. Il n'a été ni indifférent ni insensible à notre décision et il l'a fait savoir.

Je vais vous dévoiler l'une des bottes secrètes de notre régime politique en place.